

5° une cotisation obligatoire de 0,054 euro par bovin ajouté au troupeau pendant la période de référence et âgé de moins d'un an à la date de l'ajout et y étant encore détenu ou pas,

6° une cotisation obligatoire de 0,780 euro par bovin ajouté au troupeau pendant la période de référence et âgé d'un an ou plus à la date de l'ajout et y étant encore détenu ou pas.

§ 2. En dérogation à l'article 2, les cotisations obligatoires dues au Fonds par le responsable d'un troupeau pour l'année budgétaire 2010, période de référence du 1^{er} septembre 2009 jusqu'au 31 août 2010, sont diminuées de 40 % et remplacées comme suit :

1° une cotisation obligatoire forfaitaire de 15,60 euro par troupeau,

2° une cotisation obligatoire forfaitaire de 80,604 euro par exploitation d'engraissement de veaux,

3° une cotisation obligatoire de 0,162 euro par bovin né pendant la période de référence dans un troupeau,

4° une cotisation obligatoire de 1,536 euro par bovin âgé de plus d'un an détenu pendant toute la période de référence dans un seul troupeau,

5° une cotisation obligatoire de 0,162 euro par bovin ajouté au troupeau pendant la période de référence et âgé de moins d'un an à la date de l'ajout et y étant encore détenu ou pas,

6° une cotisation obligatoire de 2,34 euro par bovin ajouté au troupeau pendant la période de référence et âgé d'un an ou plus à la date de l'ajout et y étant encore détenu ou pas. ».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2009.

Art. 3. La Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions et la Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 septembre 2009.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Santé publique,

Mme L. ONKELINX

La Ministre de l'Agriculture,

Mme S. LARUELLE

5° een verplichte bijdrage van 0,054 euro per rund dat toegevoegd werd aan het beslag tijdens de referentieperiode en op de datum van toevoeging jonger was dan één jaar en er al dan niet nog gehouden wordt,

6° een verplichte bijdrage van 0,780 euro per rund dat toegevoegd werd aan het beslag tijdens de referentieperiode en op de datum van toevoeging gelijk aan of ouder dan één jaar was en er al dan niet nog gehouden wordt.

§ 2. In afwijking van artikel 2, worden de verplichte bijdragen verschuldigd aan het Fonds door de verantwoordelijke van een beslag voor het begrotingsjaar 2010, referentieperiode van 1 september 2009 tot 31 augustus 2010, verminderd met 40 % en vervangen als volgt :

1° een verplichte forfaitaire bijdrage van 15,60 euro per beslag,

2° een verplichte forfaitaire bijdrage van 80,604 euro per vleeskalverbedrijf,

3° een verplichte bijdrage van 0,162 euro per rund tijdens de referentieperiode geboren op een beslag,

4° een verplichte bijdrage van 1,536 euro per rund ouder dan één jaar dat gedurende de volledige duur van de referentieperiode gehouden werd in één enkel beslag,

5° een verplichte bijdrage van 0,162 euro per rund dat toegevoegd werd aan het beslag tijdens de referentieperiode en op de datum van toevoeging jonger was dan één jaar en er al dan niet nog gehouden wordt,

6° een verplichte bijdrage van 2,34 euro per rund dat toegevoegd werd aan het beslag tijdens de referentieperiode en op de datum van toevoeging gelijk aan of ouder dan één jaar was en er al dan niet nog gehouden wordt. ».

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2009.

Art. 3. De Minister bevoegd voor Volksgezondheid en de Minister bevoegd voor Landbouw zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 september 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Landbouw,

Mevr. S. LARUELLE

GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 3460

[C — 2009/29547]

14 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux institutions publiques de protection de la jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, tel qu'il a été modifié et, notamment, les articles 16 à 19bis;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 mai 1991 créant le groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé, de la Communauté française;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 19 juin 1991 relatif à l'organisation du groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse, à régime ouvert et fermé, de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 mai 1993 déterminant les conditions auxquelles l'obligation scolaire peut être remplie dans le groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé, de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 juillet 1996 fixant la composition de l'équipe pluridisciplinaire des institutions publiques de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé, et déterminant les rubriques que doivent comprendre le rapport médico-psychologique et l'étude sociale dont font l'objet les jeunes confiés au groupe de ces institutions;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 mars 1997 réglementant les modalités d'isolement dans les institutions publiques de protection de la jeunesse, organisant le contrôle de ces modalités et fixant les normes applicables aux locaux d'isolement;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 mai 1999 fixant le règlement général du groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse.

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juin 2004 relatif aux institutions publiques de protection de la jeunesse;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 7 décembre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 21 décembre 2007;

Vu le protocole n° 363 rendu par le Comité de négociation du Secteur XVII donné le 21 mars 2008;

Vu l'avis n° 45.696/4 du Conseil d'Etat donné le 14 janvier 2009 en application de l'article 84, §1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse donné le 8 septembre 2008;

Sur la proposition de la Ministre ayant l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er} — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° Décret : décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

2° I.P.P.J : institution publique de protection de la jeunesse;

3° Autorité mandante : le tribunal de la jeunesse et les chambres de la jeunesse au sein des cours d'appel;

4° C.I.O.C : cellule d'information, d'orientation et de coordination instituée au sein de la Direction générale de l'Aide à la Jeunesse;

5° Comité de concertation : le comité de concertation mentionné à l'article 8 de l'arrêté du 12 septembre 2008 relatif à la collaboration entre les autorités mandantes et l'ensemble des services du secteur de l'Aide à la Jeunesse;

6° Ministre : le Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions.

CHAPITRE II — Des actions pédagogiques différenciées des I.P.P.J.

Art. 2. Les I.P.P.J. développent un ou plusieurs projets pédagogiques articulés sur différents types d'intervention. Pour ce faire, elles développent des actions pédagogiques différenciées tendant à répondre de manière optimale aux besoins des jeunes qui leur sont confiés.

Ces actions sont, notamment :

1° l'accueil en régime ouvert, durant une période de 15 jours maximum, qui a pour objectif d'élaborer un bilan et, éventuellement, de proposer une orientation vers un autre service;

2° l'orientation en régime ouvert, durant une période de 40 jours maximum, qui a pour objectif d'élaborer un projet pédagogique individuel;

3° l'éducation en régime ouvert qui a pour objectif un travail de resocialisation, de rescolarisation et de revalorisation personnelle, par une prise en charge individualisée, et qui comprend un travail social avec le milieu naturel de vie du jeune et une collaboration avec l'ensemble des travailleurs sociaux qui interviennent auprès du jeune;

4° l'observation et l'évaluation en régime fermé, durant une période de 30 jours maximum, qui a pour objectif d'élaborer un bilan et de proposer une orientation vers un autre service;

5° l'observation et l'orientation en régime fermé, durant une période de 3 mois maximum, de jeunes pour lesquels une telle démarche est impossible en régime ouvert;

6° l'individualisation en régime fermé, durant une période de 42 jours maximum, de jeunes pour lesquels une telle démarche est impossible en régime ouvert;

7° l'éducation en régime fermé, pour une période de 3 mois, renouvelable de 3 mois, puis de mois en mois, de jeunes ayant commis des faits qualifiés infraction particulièrement graves ou de manière répétée, par une prise en charge individualisée, et qui comprend un travail social avec le milieu naturel de vie du jeune et une collaboration avec l'ensemble des travailleurs sociaux qui interviennent auprès du jeune;

8° l'accompagnement post-institutionnel de jeunes, au terme d'un séjour au sein d'une I.P.P.J., pour les suivre dans leur milieu de vie.

Art. 3. Sans préjudice de l'article 16, alinéa 3, du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, la direction de l'I.P.P.J. veille à ce que les demandes de prise en charge formulées par les autorités judiciaires s'inscrivent dans le respect du projet pédagogique de l'I.P.P.J.. A cette fin, elle organise, en présence du jeune, selon les modalités et dans les délais fixés par le projet pédagogique, un contact entre le juge compétent et un membre du personnel de l'I.P.P.J. mandaté par elle.

CHAPITRE III. — Des comités pédagogiques des institutions publiques de protection de la jeunesse

Art. 4. Un comité pédagogique est mis en place au sein de chaque I.P.P.J. Il a pour mission l'élaboration et l'évaluation du projet pédagogique de l'I.P.P.J. et de sa mise en œuvre, ainsi que toute proposition de modification de celui-ci.

Tous les deux ans, à dater de son approbation, chaque projet pédagogique fera l'objet d'un rapport d'évaluation, qui sera communiqué au Ministre ainsi qu'au Président du Conseil communautaire de l'Aide à la Jeunesse par le Président du comité pédagogique.

Les projets pédagogiques et les propositions de modification sont soumis à l'approbation du Ministre.

Art. 5. § 1^{er}. Les comités pédagogiques sont composés :

1° du Directeur général de l'Aide à la Jeunesse ou de son représentant et de deux membres du personnel de niveau 1 de la Direction générale de l'Aide à la Jeunesse;

2° d'un représentant du Ministre;

3° du directeur de l'I.P.P.J. et des membres de l'équipe de direction qui ont le suivi pédagogique dans leurs attributions;

4° un ou deux membres des équipes éducatives et pédagogiques de l'I.P.P.J. par service ou section;

5° un ou deux membres de l'équipe psycho-médico-sociale de l'I.P.P.J. par type de prise en charge;

6° un ou deux membres de l'équipe de surveillance de l'I.P.P.J.;

7° d'un représentant de chacune des organisations syndicales représentatives faisant partie du personnel de l'I.P.P.J.;

8° de deux à quatre représentants de l'Union francophone des Magistrats de la jeunesse dont au moins un représentant des tribunaux de la jeunesse et au moins un représentant des parquets de la jeunesse.

9° d'un représentant des sections sociales des services de protection judiciaire.

Les membres visés aux points 4° à 6° et 9° sont désignés par leurs pairs. Les membres visés aux points 7° et 8° sont désignés par les autorités compétentes des organisations syndicales représentatives et de l'Union francophone des magistrats de la jeunesse.

Les membres visés aux points 4° à 9° peuvent être remplacés par un membre suppléant désigné selon les mêmes modalités que le membre titulaire.

§ 2. Le Directeur général de l'Aide à la Jeunesse ou son représentant assure la présidence du comité pédagogique de chaque I.P.P.J..

§ 3. La Direction générale de l'Aide à la Jeunesse veille à assurer le secrétariat des réunions du comité pédagogique.

§ 4. Le comité pédagogique adopte un règlement d'ordre intérieur. Celui-ci prévoit, notamment, le quorum nécessaire à la tenue du comité pédagogique.

§ 5. Le Président réunit le comité pédagogique de chaque I.P.P.J. au moins une fois par an et chaque fois qu'au moins quatre membres du comité en font la demande motivée.

§ 6. Le Ministre peut désigner un expert pour animer les travaux du comité; d'autres experts seront également invités à participer aux travaux du comité à l'appréciation du Président du comité.

Art. 6. La direction de l'I.P.P.J. met en place des outils en vue de recueillir la parole des jeunes sur leur placement. Chaque comité pédagogique comprend à son ordre du jour un point relatif à l'évaluation et au suivi de la parole des jeunes.

CHAPITRE IV. — *De la collaboration des I.P.P.J. avec les autorités judiciaires et l'ensemble des services du secteur de l'aide à la jeunesse*

Art. 7. La Direction générale de l'Aide à la Jeunesse met à la disposition des autorités mandantes et de l'ensemble des services du secteur de l'Aide à la Jeunesse les projets pédagogiques de chacune des I.P.P.J. ainsi que toute modification y afférente.

Art. 8. La direction des I.P.P.J. doit transmettre à la C.I.O.C les données relatives aux prises en charge disponibles et en cours au sein de l'I.P.P.J. conformément aux modalités définies par le Ministre.

Art. 9. La direction de l'I.P.P.J. veille à la collaboration avec les autorités mandantes et l'ensemble des services du secteur de l'Aide à la Jeunesse, notamment, au travers de sa participation au Comité de concertation.

Art. 10. La direction de l'I.P.P.J. concernée avise le juge compétent, la police fédérale ou locale ainsi que les personnes qui exercent l'autorité parentale relative à ce jeune :

1° immédiatement s'il s'agit d'une fugue d'un service à régime fermé;

2° endéans les 24 heures s'il s'agit d'une fugue d'un service à régime ouvert;

3° endéans les 48 heures s'il s'agit d'un non-retour de congé.

Art. 11. La place d'un jeune absent sans autorisation d'un service d'accueil à régime ouvert peut être maintenue pendant vingt-quatre heures à compter du moment où le juge compétent a été informé de cette absence.

La place d'un jeune absent sans autorisation d'un service d'orientation à régime ouvert peut être maintenue pendant cinq jours à compter du moment où le juge compétent a été informé de cette absence.

La place d'un jeune absent sans autorisation d'un service d'éducation à régime ouvert peut être maintenue pendant dix jours à compter du moment où le juge compétent a été informé de cette absence.

Au terme des délais visés aux alinéas 1^{er}, 2 et 3, la place du jeune est déclarée vacante. La réintégration éventuelle du jeune absent est subordonnée à une nouvelle décision de l'autorité judiciaire et à l'accomplissement des formalités prévues à l'article 3.

La place d'un jeune absent sans autorisation d'un service à régime fermé doit être maintenue tant que la mesure n'a pas été modifiée par le juge compétent. La place est cependant déclarée vacante lorsque le jeune est toujours absent sans autorisation au terme de la mesure de placement décidée par le juge compétent. La réintégration éventuelle du jeune absent est subordonnée à une nouvelle décision de l'autorité judiciaire et à l'accomplissement des formalités prévues à l'article 3.

Art. 12. sans préjudice des dispositions particulières qui seraient prises par le juge compétent à l'égard d'un jeune accueilli en milieu fermé conformément aux articles 18 et 19bis du décret, les contacts avec l'extérieur font l'objet d'un programme individuel établi à l'initiative de l'institution qui l'inclut dans le rapport médico-psychologique et les rapports trimestriels relatifs au jeune concerné.

CHAPITRE V — *Dispositions transitoire, modificatives et abrogatoires*

Art. 13. Les projets pédagogiques des I.P.P.J. approuvés par le Ministre conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juin 2004 relatif aux institutions publiques de protection de la jeunesse sont considérés comme ayant été approuvés conformément au présent arrêté.

Toutefois, conformément à l'article 4, alinéa 2, du présent arrêté, ces projets pédagogiques feront l'objet d'un rapport d'évaluation deux ans après la date de leur approbation sur base de l'arrêté du 15 juin 2004.

Art. 14. Les mots « groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse » sont remplacés par les mots « institutions publiques de protection de la jeunesse » dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 mai 1991 créant le groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé, de la Communauté française, dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 mai 1993 déterminant les conditions auxquelles l'obligation scolaire peut être remplie dans le groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé, de la Communauté française, dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 juillet 1996 fixant la composition de l'équipe pluridisciplinaire des institutions publiques de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé, et déterminant les rubriques que doivent comprendre le rapport médico-psychologique et l'étude sociale dont font l'objet les jeunes confiés au groupe de ces institutions, dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 mars 1997 réglementant les modalités d'isolement dans les institutions publiques de protection de la jeunesse, organisant le contrôle de ces modalités et fixant les normes applicables aux locaux d'isolement et dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 mai 1999 fixant le règlement général du groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse.

Art. 15. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 19 juin 1991 relatif à l'organisation du groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse, à régime ouvert et fermé, de la Communauté française et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juin 2004 relatif aux institutions publiques de protection de la jeunesse sont abrogés.

Art. 16. La Ministre ayant l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 mai 2009.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 3460

[C - 2009/29547]

**14 MEI 2009. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap
betreffende de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, zoals gewijzigd en, inzonderheid, op de artikelen 16 tot 19bis;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 mei 1991 tot oprichting van de groep overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, met open en gesloten regimes, van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 19 juni 1991 betreffende de organisatie van de groep overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, met open en gesloten regimes, van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap 18 mei 1993 tot vaststelling van de wijze waarop kan voldaan worden aan de leerplicht in de groep openbare instellingen voor jeugdbescherming (open en gesloten afdelingen) van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 juli 1996 tot bepaling van de samenstelling van de pluridisciplinaire ploeg van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, met open en gesloten regimes, en tot bepaling van de rubrieken die het medisch-psychologisch verslag en de sociale studie over de jongeren die aan de groep van die instellingen toevertrouwd zijn, moeten omvatten;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 maart 1997 tot regeling van de nadere regels inzake afzondering in de openbare instellingen voor jeugdbescherming, tot regeling van het toezicht op deze modaliteiten en tot vaststelling van de normen toepasselijk op de afzonderingslokalen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 mei 1999 tot vaststelling van het algemeen reglement van de groep van de overheidsinstellingen voor Jeugdbescherming;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juni 2004 betreffende de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 december 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 21 december 2007;

Gelet op het protocol nr.363 van het Onderhandelingscomité van Sector XVII, gegeven op 21 maart 2008;

Gelet op het advies nr.45.696/4 van de Raad van State, gegeven op 14 januari 2009 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1), van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de Jeugd, gegeven op 8 september 2008;

Op de voordracht van de Minister tot wier bevoegdheid de Hulpverlening aan de Jeugd behoort;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, dient verstaan te worden onder :

1° Decreet : decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

2° IPPJ : Overheidsinstelling voor jeugdbescherming;

3° Opdrachtgevende overheid : de jeugdrechtbank en de jeugdkamers binnen de beroepshoven;

4° CIOC : Informatie-, oriëntatie- en coördinatiecel ingesteld binnen de Algemene directie Hulpverlening aan de Jeugd;

5° Overlegcomité : het overlegcomité vermeld in artikel 8 van het besluit van 12 september 2008 betreffende de samenwerking tussen de opdrachtgevende overheden en het geheel van de diensten van de sector van de Hulpverlening aan de Jeugd;

6° Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid de Hulpverlening aan de Jeugd behoort.

HOOFDSTUK II. — *De gedifferentieerde pedagogische acties van de IPPJ's*

Art. 2. De IPPJ's ontwikkelen één of meer pedagogische projecten rond verscheidene types van bemiddelingen. Daartoe ontwikkelen ze gedifferentieerde pedagogische acties die ertoe strekken een optimaal antwoord te geven op de behoeften van de jongeren die hen toevertrouwd worden.

Deze acties bevatten, inzonderheid :

1° de opvang in open regime, gedurende een periode van maximum 15 dagen, met als doel het opmaken van een balans en, mogelijks, het voorstellen van een oriëntatie naar een andere dienst;

2° de oriëntatie in open regime, gedurende een periode van maximum 40 dagen, met als doel het uitwerken van een individueel pedagogisch project;

3° de opvoeding in open regime, met als doel een werk van resocialisatie, herscholing en persoonlijke herwaardering, door een individuele hulpverlening, en die een sociale hulpverlening bevat in verband met de natuurlijke levenssfeer van de jonge mens en een samenwerking met al de maatschappelijke werkers die de jonge persoon bijstaan;

4° de observatie en evaluatie in gesloten regime, gedurende een periode van maximum 3 maanden, met als doel het opmaken van een balans en het voorstellen van een oriëntatie naar een andere dienst;

5° de observatie en oriëntatie in gesloten regime, gedurende een periode van maximum 3 maanden, van jongeren waarvoor een dergelijke aanpak onmogelijk is in open regime;

6° de individualisering in gesloten regime, gedurende een periode van maximum 42 dagen, van jongeren waarvoor een dergelijke aanpak onmogelijk is in open regime;

7° de opvoeding in gesloten regime, voor een periode van drie maanden, die voor drie maanden hernieuwd kan worden, dan van maand na maand, van jongeren die bijzonder ernstige, of herhaaldelijk, als misdrijf omschreven feiten hebben gepleegd, door een individuele hulpverlening, en die een sociale hulpverlening bevat in verband met de natuurlijke levenssfeer van de jonge mens en een samenwerking met al de maatschappelijke werkers die de jonge persoon bijstaan;

8° de post-institutionele begeleiding van jongeren, na een verblijf binnen een IPPJ, om ze in hun levenssfeer te begeleiden.

Art. 3. Onverminderd artikel 16, derde lid, van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, zorgt de directie van de IPPJ ervoor dat de aanvragen om tenlasteneming geformuleerd door de gerechtelijke overheid de inachtneming van het pedagogische project van de IPPJ bevoorrecht. Daartoe zorgt zij, in aanwezigheid van de jongere, volgens de nadere regels en binnen de termijnen bepaald door het pedagogische project, voor een contact tussen de bevoegde rechter en een door haar aangewezen opdrachthoudend personeelslid van de IPPJ.

HOOFDSTUK III. — *De pedagogische comités van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming*

Art. 4. er wordt binnen elke IPPJ een pedagogisch comité ingesteld. Het heeft tot opdracht het uitwerken en evalueren van het pedagogische project van de IPPJ en van zijn verwezenlijking, alsook elk ander voorstel tot wijziging ervan.

Om de twee jaar, vanaf de goedkeuring ervan, zal ieder pedagogisch project het voorwerp zijn van een evaluatieverslag, dat aan de Minister alsook de Voorzitter van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd door de Voorzitter van het pedagogische comité meegedeeld zal worden.

De pedagogische projecten en de voorstellen tot wijziging worden aan de goedkeuring van de Minister vorgelegd.

Art. 5. § 1. De pedagogische comités bestaan uit :

- 1° de Directeur-generaal van de Hulpverlening aan de Jeugd of diens vertegenwoordiger en twee leden van het personeel van niveau 1 van de Algemene directie Hulpverlening aan de Jeugd;
- 2° een vertegenwoordiger van de Minister;
- 3° de directeur van de IPPJ en de leden van het directieteam die bevoegd zijn voor de pedagogische follow-up;
- 4° één of twee leden van de opvoed- en pedagogische teams van de IPPJ per dienst of afdeling;
- 5° één of twee leden van het psycho-medisch-sociale team van de IPPJ per type van tenlasteneming;
- 6° één of twee leden van het toezichtsteam van de IPPJ;
- 7° een vertegenwoordiger van iedere vakvereniging van het personeel van de IPPJ;
- 8° twee tot vier vertegenwoordigers van de Union francophone des Magistrats de la jeunesse waaronder minstens één vertegenwoordiger van de jeugdrechtbanken en minstens één vertegenwoordiger van jeugdparquetten;
- 9° één vertegenwoordiger van de sociale afdelingen van de diensten voor gerechtelijke bescherming.

De leden bedoeld bij de punten 4° tot 6° en 9° worden door hun gelijken aangewezen. De leden bedoeld bij de punten 7° en 8° worden aangewezen door de bevoegde overheden van de vakverenigingen en de Union francophone des Magistrats de la jeunesse.

De leden bedoeld bij de punten 4° tot 9° kunnen door een plaatsvervangend lid vervangen worden dat aangewezen werd volgens dezelfde nadere regels als de titularis.

§ 2. De Directeur-generaal van de Hulpverlening aan de Jeugd of diens vertegenwoordiger zorgt voor het voorzitterschap van het pedagogische comité van elke IPPJ.

§ 3. De Algemene directie Hulpverlening aan de Jeugd zorgt voor het secretariaat van de vergaderingen van het pedagogische comité.

§ 4. Het pedagogische comité neemt een huishoudelijk reglement aan waarin, inzonderheid, ervoor gezorgd wordt dat het quorum noodzakelijk voor het inrichten van het pedagogische comité bereikt wordt.

§ 5. De Voorzitter roept het pedagogische comité van elke IPPJ samen minstens één maal om het jaar en iedere keer dat minstens vier leden van het comité het vragen.

§ 6. De Minister kan een deskundige aanwijzen om de activiteiten van het comité bij te staan; andere deskundigen zullen tevens uitgenodigd worden om deel te nemen aan de werkzaamheden van het comité als de Voorzitter van het comité het nodig acht.

Art. 6. De directie van de IPPJ zorgt voor de terbeschikkingstelling van de tools om de opinie te kennen van de jongeren over hun plaatsing. Ieder pedagogisch comité bevat op zijn agenda een punt met betrekking tot de evaluatie en de follow-up van de opinie van de jongeren.

HOOFDSTUK IV. — *De samenwerking van de IPPJ's met de gerechtelijke overheden en het geheel van de diensten van de sector van de hulpverlening aan de jeugd*

Art. 7. De Algemene directie Hulpverlening aan de Jeugd stelt ter beschikking van de opdrachtgevende overheid en het geheel van de diensten van de sector van de hulpverlening aan de jeugd de pedagogische projecten van elke IPPJ alsook elke wijziging in verband ermee.

Art. 8. De directie van de IPPJ moet aan de CIOC de gegevens betreffende de beschikbare en lopende tenlastenemingen in de IPPJ verzenden, overeenkomstig de door de Minister bepaalde nadere regels.

Art. 9. De directie van de IPPJ zorgt voor de mederwerking met de opdrachtgevende overheid en het geheel van de diensten van de sector van de hulpverlening aan de jeugd, inzonderheid, via haar participatie in het Overlegcomité.

Art. 10. De Directie van de betrokken IPPJ verwittigt de bevoegde rechter, de federale of plaatselijke politie alsook de personen die het ouderlijke gezag uitoefenen op de jongere :

- 1° onmiddellijk als het om het weglopen van een dienst met gesloten regime gaat;
- 2° binnen de 24 uren als het om het weglopen van een dienst met open regime gaat;
- 3° binnen de 48 uren als het om het niet-terugkeren na een verlof gaat.

Art. 11. De plaats van de jongere die afwezig is zonder toelating van een opvangdienst met open regime kan worden behouden gedurende 24 uren vanaf het ogenblik waarop de bevoegde rechter over de afwezigheid werd bericht.

De plaats van de jongere die afwezig is zonder toelating van een oriëntatiedienst met open regime kan worden behouden gedurende vijf dagen vanaf het ogenblik waarop de bevoegde rechter over de afwezigheid werd bericht.

De plaats van de jongere die afwezig is zonder toelating van een opvoedingsdienst met open regime kan worden behouden gedurende tien dagen vanaf het ogenblik waarop de bevoegde rechter over de afwezigheid werd bericht.

Na de termijnen bedoeld bij de eerste, tweede en derde leden, wordt de plaats van de jongere vacant verklaard. De mogelijke re-integratie van de afwezige jongere hangt af van een nieuwe beslissing van de gerechtelijke overheid en van het vervullen van de formaliteiten bepaald bij artikel 3.

De plaats van de jongere die afwezig is zonder toelating van een opvoedingsdienst met gesloten regime dient behouden te worden zolang de maatregel niet gewijzigd werd door de bevoegde rechter. De plaats wordt toch vacant verklaard wanneer de jongere steeds zonder toelating afwezig is op het einde van de plaatsingsmaatregel besloten door de bevoegde rechter. De mogelijke re-integratie van de afwezige jongere hangt van een nieuwe beslissing van de gerechtelijke overheid en van het vervullen van de formaliteiten bepaald bij artikel 3 af.

Art. 12. Onverminderd de bijzondere bepalingen die door de bevoegde rechter getroffen zouden worden ten opzichte van de jongere die in gesloten regime wordt opgevangen overeenkomstig de artikelen 18 en 19bis van het decreet, de contacten met de buitenwereld worden geregeld door een individueel programma opgesteld op initiatief van de instelling die het opneemt in het medisch-psychologische verslag en de driemaandelijke verslagen betreffende de betrokken jongere.

HOOFDSTUK V. — *Overgangs-, wijzigings- en opheffingsbepalingen*

Art. 13. De pedagogische projecten van de IPP's erkend door de Minister overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juni 2004 betreffende de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming van de Franse Gemeenschap, worden beschouwd als zijnde goedgekeurd overeenkomstig dit besluit.

Nochtans, overeenkomstig artikel 4, tweede lid, van dit besluit, zullen deze pedagogische projecten het voorwerp zijn van een evaluatieverslag twee jaar na de datum van hun goedkeuring op basis van het besluit van 15 juni 2004.

Art. 14. De woorden « de groep van overheidsinstellingen voor jeugdbescherming » worden vervangen door de woorden « de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming » in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 mei 1991 tot oprichting van de groep overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, met open en gesloten regimes, van de Franse Gemeenschap, in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 mei 1993 tot vaststelling van de wijze waarop kan voldaan worden aan de leerplicht in de groep openbare instellingen voor jeugdbescherming (open en gesloten afdelingen) van de Franse Gemeenschap, in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 juli 1996 tot bepaling van de samenstelling van de pluridisciplinaire ploeg van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, met open en gesloten regimes, en tot bepaling van de rubrieken die het medisch-psychologisch verslag en de sociale studie over de jongeren die aan de groep van die instellingen toevertrouwd zijn, moeten omvatten, in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 maart 1997 tot regeling van de nadere regels inzake afzondering in de openbare instellingen voor jeugdbescherming, tot regeling van het toezicht op deze modaliteiten en tot vaststelling van de normen toepasselijk op de afzonderingslokalen en in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 mei 1999 tot vaststelling van het algemeen reglement van de groep van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming.

Art. 15. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 19 juni 1991 betreffende de organisatie van de groep overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, met open en gesloten regimes, van de Franse Gemeenschap en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juni 2004 betreffende de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming van de Franse Gemeenschap worden opgeheven.

Art. 16. De Minister bevoegd voor de Hulpverlening aan de Jeugd is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 mei 2009.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 3461

[C - 2009/29549]

14 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les Centres d'accueil spécialisés

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, tel que modifié, l'article 44, modifié par le décret du 29 mars 2001, et l'article 47, alinéa 1^{er}, modifié par le décret du 29 mars 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, tel que modifié, l'article 37;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'accueil spécialisés;

Vu l'avis n° 98 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 12 février 2009;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 19 janvier 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 février 2009;

Vu l'avis 46.356/4 du Conseil d'Etat, donné le 27 avril 2009, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre ayant l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions;

Après délibération :

Arrête :

Article 1^{er}. Après l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'accueil spécialisés, modifié les 8 novembre 2001, 17 juin 2004 et 24 mars 2003, est inséré un Chapitre III/1 rédigé comme suit :

« CHAPITRE III/1. — Dispositions particulières relatives à l'agrément et au subventionnement des centres d'accueil spécialisés mettant en œuvre des séjours de rupture à caractère humanitaire à l'étranger ».

Art. 2. Dans le Chapitre III/1 du même arrêté est inséré un article 8/1 rédigé comme suit :

« Article 8/1. Les centres d'accueil spécialisés qui présentent un projet pédagogique visant la prise en charge de jeunes au travers de séjours de rupture à caractère humanitaire à l'étranger peuvent être agréés comme centres d'accueil spécialisés mettant en œuvre des séjours de rupture à caractère humanitaire. Cette dimension humanitaire est caractérisée par l'accomplissement d'actions qui contribuent fortement à restaurer l'image de soi, à rentrer dans une culture de la réussite et de l'action positive et gratifiante au travers de la participation à des initiatives de coopération et d'aide aux populations en situation de grande pauvreté. ».